

Table des matières

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

8 juin 1867. – CODE PÉNAL (<i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i>) ..	1	1 ^{er} mai 1849. – LOI sur les tribunaux de police simple et correctionnelle (<i>Mon. 21 juin 1849</i>)	140
30 juin 1994. – LOI relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées (<i>Mon. 24 janvier 1995</i>)	35	28 juin 1889. – LOI concernant les exploits à signifier à des personnes non domiciliées en Belgique (<i>Mon. 6 octobre 1889</i>)	145
17 novembre 1808. – CODE d'instruction criminelle	76	16 février 1961. – LOI modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus, des parties civilement responsables et des parties civiles devant les juridictions pénales (<i>Mon. 2 mars 1961</i>)	145
17 avril 1878. – LOI contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale (<i>Mon. 25 avril 1878</i>)	77	4 octobre 1867. – LOI sur les circonstances atténuantes (<i>Mon. 5 octobre 1867</i>)	209
20 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 86ter du Code d'instruction criminelle (<i>Mon. 18 avril 2003</i>)	116	24 février 1921. – LOI concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes (<i>Mon. 6 mars 1921</i>)	210
22 mars 1999. – LOI relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (<i>Mon. 20 mai 1999/17547</i>)	122	29 juin 1964. – LOI concernant la suspension, le sursis et la probation (<i>Mon. 17 juillet 1964; Err. Mon. 24 juillet 1964</i>)	215
4 février 2002. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (<i>Mon. 30 mars 2002</i>)	124	8 avril 1965. – LOI relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (<i>Mon. 15 avril 1965; Err. Mon. 19 mai 1965</i>)	220
		20 juillet 1990. – LOI relative à la détention préventive (<i>Mon. 14 août 1990</i>)	226